

## Programme politique

L'abstention qui gagne de plus en plus l'électorat français - moins d'un tiers des inscrits a voté aux suffrages départemental et régional de juin 2021 – délégitime les élus : la souveraineté nationale refuse à s'engager dans la désignation de représentants qui pour elle ne représentent plus rien du tout. Le problème est ancien mais il s'est incarné de façon indélébile par le vote référendaire de mai 2005. Alors que le NON avait triomphé avec 55 % des suffrages exprimés, les élus de la Nation l'ont transformé en OUI en votant en Congrès son adoption sous la forme du **Traité de Lisbonne**. C'était en 2007, avec comme initiateur SARKOZY, nouvellement élu président de la République. Le **Traité de Lisbonne** est entré dans la constitution française alors qu'il était la copie du projet de **Traité constitutionnel de l'UE**, refusé par l'électorat français en 2005 : double forfaiture, l'inscription constitutionnelle d'un texte de l'Union européenne et passage en force d'un texte rejeté par la Nation consultée directement. Il faut tirer les conclusions de cette double forfaiture : retirer de la **Constitution** française de 1958-1962 les ajouts obligés par l'UE et interdire aux votants du Congrès de 2007 l'accès aux fonctions et mandats publics : la démocratie prendra sa revanche.

Une fois faites ces premières corrections constitutionnelles, il sera loisible à la représentation nationale de s'ériger en Constituante afin de donner un nouveau cadre politique à la République française.

L'ajout abusif à la Constitution actuelle traduit l'emprise inadmissible de l'idéologie libérale qui se croit tout permis au mépris des **évolutions révolutionnaires** laissées par l'histoire de la France depuis 1789 : cela depuis 1983 où, par l'abdication d'un homme réputé de gauche, la France a subit les démons du capitalisme ...

Le libéralisme économique, autrement dit le capitalisme, domine le monde tout comme l'UE et la France ; il prétend que **homo sapiens sapiens**, c'est à dire **NOUS**, est en fait **homo œconomicus** et ne peut vivre que dans une économie de marché où tout est à vendre et par conséquent tout est à acheter. C'est faire fi de la curiosité native de l'homme qui depuis qu'il sait marcher sur deux pattes – cela remonte à 2 ou 3 millions d'années seulement - a exploré le monde inconnu qui l'entoure, et pas seulement pour y trouver de quoi manger. Mais le capitalisme a plusieurs cordes à son arc, la moindre est de mentir pour asseoir son emprise : hors du rapport production-consommation, exploiteur-exploité, capitalistes-travailleurs/chômeurs, point de salut !

Ainsi se définit, au profit des capitalistes, la « lutte des classes »... qui permet au capitalisme mondialisé de tenir le haut du pavé.

Mais il y a aussi la « lutte des classes » du grand nombre : les ouvriers, les employés, les cadres, des agents de l'État, les paysans, les agriculteurs dépendants à leur corps défendant de l'agrobusiness, les artisans, les dirigeants des petites firmes, leurs enfants, leurs retraités, leurs chômeurs, tous ceux qui constituent les catégories moyennes de la société et qui sont des dizaines de millions. Or, ceux-là souffrent depuis des décennies de l'**austérité exigée par le capital et ses grands actionnaires**. Ils luttent confusément contre cette austérité mais ne réussissent pas à mettre à bas le bras de fer qui les prend à la gorge et qui est celui que brandit l'idéologie libérale.

L'austérité tient par deux bouts : la petitesse des salaires et la ruine des services publics.

La crise des gilets jaunes est symptomatique de l'étroitesse de la rémunération du travail : combien d'entre eux ne se plaignaient-ils pas du vide du frigo au 15 du mois ? Le chômage est une des clefs apparentes de cette contrainte portée sur les salaires ; plus il y a de chômeurs et moins les demandes d'augmentation de salaire sont prises en compte. Peut-être HOLLANDE a-t-il renoncé à briguer un second mandat parce que son sempiternel refrain sur la baisse imminente du chômage en

agaçait plus d'un, même si sa prédiction ne s'avérait pas exacte !

**La plus-value est la différence entre la valeur réelle de la production obtenue par le travail et la rémunération de ce travail**, la richesse supplémentaire produite et la rémunération du travail qui est toujours inférieure à la richesse qui découle de ce travail. En effet, il faut bien entretenir les outils, voire les renouveler, permettre à celui qui les a fournis de vivre, etc. : la différence entre la valeur de la richesse produite par le travail et la rémunération de ce travail est la plus-value. Mais quand celle-ci atteint des sommets pour donner du dividende augmenté aux actionnaires, il faut dire : « Halte ! » Vingt-cinq pour cent et même trente pour cent laissent aux salariés soixante-quinze, voire seulement soixante-dix pour cent de salaires ... Il est temps que cela change. Par une loi cadre, **il faut interdire que la plus-value dépasse le taux maximum de dix à quinze pour cent de la richesse que procure le seul travail des hommes**. Quand, avec la pandémie du coronavirus, on voit les milliardaires se multiplier alors que le nombre des pauvres augmente, on se rend compte que quelque chose ne va pas et qu'il est nécessaire d'y mettre fin. Avec quatre-vingt-cinq et même quatre-vingt-dix pour cent de la richesse produite par leur travail qui seront versés en salaires, il est évident que les frigos seront remplis jusqu'à la fin du mois ! Cela sera l'amorce de l'**évolution révolutionnaire** de la société dont le XXIème siècle a tant besoin.

Les services publics sont la bête noire du libéralisme économique. C'est pourquoi il les met en lambeaux. Les transports ferroviaires sont démantelés, les approvisionnements en eau, ses traitements sont privatisés. L'hôpital public, en dépit de la crise du covid, restreint d'année en année ses possibilités d'accueil alors que la population vieillit. L'école est devenue la risée du monde car elle génère l'échec au lieu de répondre à la mission que lui a confiée la République d'émanciper la jeunesse et de former les futurs citoyens de la République. La poste est devenue la succursale de boîtes privées. EDF, sur la pression de l'UE, devient un cartel indépendant de l'État, *e tutti quanti* !

**Les services publics aux mains de l'État digne de ce nom permettent la redistribution par l'impôt des richesses produites au profit de l'intérêt général** : c'est cela qui fait la Laïcité de l'État, qui tient pour égal par le droit tout citoyen de la République. Il faut redonner à l'État son rôle de serviteur du bien public en nationalisant, en renationalisant, les secteurs vitaux de la vie nationale : les banques, les télécommunications, les transports, la santé, l'enseignement, l'énergie, la grande industrie à relocaliser, à commencer par l'industrie chimique et pharmaceutique, l'information, *etc.* Pour tout cela, il ne faut pas oublier ce que disent les « **immortels principes de 1789** » : le devoir de verser l'impôt en proportion de ses facultés, c'est-à-dire de ses moyens. Or, l'État libéral refuse cet impôt au profit de la TVA, un impôt indirect injuste qui lui rapporte bien plus que l'impôt sur le revenu. Il est nécessaire de revoir de fond en comble l'assiette de l'impôt direct et refuser que l'État demeure le jouet de l'idéologie libérale.

Il se trouve que celle-ci est l'ennemi de l'État souverain : le capitalisme veut avoir les mains libres pour faire le profit supplémentaire dont il se sert pour étendre sa domination sur la classe des travailleurs. L'État a besoin d'une armée et d'une police, l'armée pour acheter l'armement toujours plus perfectionné que fournissent les grandes firmes privées spécialisées, la police qui permet de mâter les mouvements de rue comme la répression souvent disproportionnée des gilets jaunes l'a montrée. Au delà, point n'est besoin d'État : la justice, troisième pouvoir politique pourtant, selon Montesquieu, réduite à la portion congrue, les services dits publics rétrogradés au rang d'agences des grands groupes financiers qui jugent bon de les conserver ou non, la souveraineté nationale, faribole dont se rit le capitalisme. Il faut retrouver le sens de l'État qui doit échapper aux groupes de pression anti-laïques qui vendent des armes et redonner aux agents de la sécurité publique le nom de gardiens de la paix dont ils sont privés chaque jour un peu plus. La démocratie de l'Etat se mesure à la redistribution de l'impôt par les services régénérés et non pas la répression du peuple et des peuples

La pandémie du coronavirus a montré comment se comporte l'État tenu en laisse par le

Capital : il gère la crise par le mensonge et à la petite semaine. La dette a explosé sans contrepartie pour les grands groupes libres de débaucher si ça leur chante, et avec des effets différés pour les travailleurs entrepreneurs ou salariés et pour leurs enfants qui devront payer intérêts et principal. La dette est utilisée de deux manières par l'exécutif et le législatif, autrement dit le gouvernement et son toutou fidèle du législatif. Elle induit *ipso facto* l'austérité immédiate pour le grand nombre et l'austérité durable pour les enfants et petits enfants de ce grand nombre ! Que faire de la dette ? Il faut, après un audit indépendant, **déterminer la mauvaise et la bonne dette, abolir la mauvaise, renégocier et rééchelonner à un taux correct la bonne** : la banqueroute n'est pas toujours la panacée des crises financières ...

Se vanter d'avoir supprimé l'ENA dont on est soi-même issu constitue une imposture et un déni de la fonction publique. En effet, cela revient à mettre en avant la « fonctionnabilité », est-à-dire le recrutement sur profil, selon les compétences supposées, autant dire à la tête du client ou plutôt de l'impétrant à la fonction publique ! La fonction publique territoriale est déjà gangrenée par cette pratique qui permet de donner de pseudo-responsabilités à des chefaillons qui exécutent servilement les injonctions de l'élu local ; ainsi l'amiante qui infecte les lieux publics, danger mortel pour les usagers et les employés des administrations, est-elle passée sous silence depuis des années car la dénoncer entraînerait trop de frais et coûterait cher aux responsables pourtant si mal élus la plupart du temps ! Mais le clientélisme se nourrit de lui-même, pourrit les structures sur lesquelles il est assis jusqu'à ce qu'elles cèdent sous le poids de l'irresponsabilité générale. Voilà où conduit la « fonctionnabilité » remplaçant la fonction publique. Dans une démocratie, **la fonction publique est le gage de l'impartialité de ses agents car ils sont recrutés sur concours ce qui les qualifie professionnellement** et donne à leurs responsabilités une assise autrement plus solide que celle de la « fonctionnabilité » de pacotille des nouveaux « agents » de l'Etat !

La faillite des partis politiques et de la plupart des syndicats tient aussi à l'idéologie libérale qui englué toute pensée dans sa chape préétablie : l'entreprise privée fondée sur la propriété privée des moyens de production – il faut rappeler ici que le dernier article sur la propriété privée de la *Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen* date de 1791 et non d'août 1789 -, « **la concurrence libre et non faussée** » du traité de Lisbonne conduisent à faire de la liberté un *diktat* de vie individuelle et non un principe de la vie collective ; ce qui donne la dissolution de la responsabilité des personnes et conduit la société à n'être qu'un agrégat d'individualités autonomes et irresponsables. Comment faire, alors, pour qu'un programme politique ou syndical échappe au marasme intellectuel lié au libéralisme économique ? Il meurt par les contradictions qui l'affectent et dont les tenants ne mesurent même plus leur incompatibilité : vous vous dites de gauche et vous défendez la libre entreprise quelle qu'elle soit ! C'est absurde ... Mais cela ne vous gêne pas.

L'environnement de l'humanité, qui recomptera 8 milliards d'êtres d'ici peu, pose problème aux soi-disant responsables qui laissent faire la destruction de la nature au nom du sacrosaint droit à la libre propriété et de la concurrence toute aussi libre et non faussée ... Ils prennent donc des mesurette et organisent des tours de table sans conséquence. Mais l'intérêt général leur échappe complètement car leur cécité politique les empêchent de voir plus loin que leur intérêt immédiat : après eux, le déluge ... Pourtant **la laïcité de l'état républicain commande de prendre des décisions fortes pour arriver à enrayer le délabrement de la planète** ; c'est tout le contraire qu'ils font, et la crasse envahit la terre, la mer et l'air ! L'écologie ne doit plus être un enjeu politicien ; **elle est laïque avant tout et doit agir pour l'intérêt général** en cessant d'être un slogan électoral. Le capitalisme et son appétit d'exploiteur conduisent à détruire les richesses de la Terre comme à exploiter le travail de l'humanité, sans vergogne et sans limites.

La laïcité est mise à toutes les sauces par les partis et les syndicats qui ont perdu de vue l'essence même de cette notion républicaine. Elle est née au siècle des Lumières et la Révolution de 1789 a commencé à la mettre en œuvre : **la souveraineté politique appartient aux citoyens et**

**non pas au roi, lieutenant de dieu sur terre : c'est la théocratie qui est ainsi mise à terre.** Tout acte qui vise à contester cet écroulement définitif est anti laïque. Le XIXème siècle a oscillé jusqu'à la fin du concordat et le vote du texte de la laïcité de 1905 : dans la sphère privée de sa vie, chacun est libre de croire ou ne de pas croire et la sphère publique qui garantit l'ordre public ne se mêle pas de ce qui ne la regarde pas ! La laïcité sous-tend la devise de la République Liberté, Egalité, Fraternité et la République considère que ses citoyens le sont quelles que soient leurs opinions religieuses, politiques et leurs origines. C'est pourquoi **la République est bienveillante à l'égard de tous les citoyens mais doit se montrer intransigeante quand certains font déborder leur sphère privée dans l'espace public.**

La République est universelle et tend les bras à ceux qui souffrent : le droit d'asile et l'accueil des migrants sont les marques de cet universalisme, mais pas les seules. **L'entraide à ceux qui aspirent à la République et à la laïcité de la société doit être la base des relations internationales de la France** et non pas la recherche de marchés juteux pour la vente d'armes des entreprises privées qui s'activent sur le territoire national. Terre d'accueil par choix et aussi par nécessité, la France doit aux migrants ce qu'ils attendent d'elle : de la formation et du travail, car il y a, il y aura, suffisamment de possibilité d'emplois pour tous, migrants ou pas. L'entraide internationale fondée sur les impératifs de la République peut réduire le flot de migrations sans le faire disparaître : l'Homme est en marche depuis plus de 2 millions d'années !

Il est facile de dire que les migrations sont des éléments qui déstabilisent la société. Mais que dire des hommes politiques qui acceptent que le nombre des pauvres croisse de jour en jour dans nos sociétés ? Qui ne font rien pour les loger décentement et leur permettre d'élever leurs enfants dignement comme les enfants de la République y ont droit ? Qui basent leur action sociale sur le bon vouloir d'associations de bénévoles pour les nourrir ? Qui laissent l'accès aux instruments de la culture et à l'Ecole aux détenteurs d'un passe sanitaire ? Qui laissent pourrir la souveraineté de la Nation au profit d'une UE qui ne sert que les intérêts de l'idéologie libérale, autrement dit du capitalisme destructeur ?

Quant au maître actuel de la France, pauvre bonhomme qui à dix-sept ans s'est laissé séduire par une mère de famille, intronisée prof de théâtre par « fonctionnabilité » dans une boîte privée grâce à la complaisance d'un mari richissime, pauvre élu par quelques 15 % des inscrits au premier tour des présidentielles de 2017, pauvre chef d'État sûr de lui quoique brocardé par les manifestations des gilets jaunes, des travailleurs hostiles à la réforme des retraites, des anti-vax, il prépare sa réélection et l'avenir de la France comme si de rien n'était ... Mais **il est illégitime comme le sont ses députés qui valident tous les mauvais coups qu'il fait et qu'il projette de faire.** Il ne faut pas que l'illégitimité pervertisse davantage l'image de la République : il faut entamer l'**évolution révolutionnaire démocratique** dont la France et le monde ont besoin. Huit milliards d'hommes ne peuvent pas vivre sous la coupe de quelques millions de capitalistes triomphants appuyés sur des sbires interchangeables ; il est nécessaire d'amorcer la pompe du renouveau, juste retour des choses, pour continuer à faire vivre ce qui a éclos en 1789.

La République française est laïque par essence et sociale par décision du peuple inspiré par le programme du CNR de 1944. Il est temps de laisser l'idéologie libérale là où elle doit être : aux oubliettes de l'Histoire ...

Par la mobilisation de l'ensemble des citoyens de gauche, réellement de gauche et patriotes, ouvrons à la République universelle les portes de l'avenir !

*Capitalismus delendus est*  
*Françoise Roche*